

AVIS D'APPEL D'OFFRES

26-00006

AONO/APME/CIPM/2026 DU

10 SEPT 2026

(EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'ACHAT DE PETIT EQUIPEMENT D'ASSURANCE QUALITE ET DE CONDITIONNEMENT A DES ASSOCIATIONS DES FEMMES DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget de l'APME, le Directeur Général de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'achat de petit équipement d'assurance qualité et de conditionnement à des associations des femmes du secteur agroalimentaire à l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises - Yaoundé.

2. Consistance des travaux

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, comprennent l'achat de petit équipement d'assurance qualité et de conditionnement à l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises.

3. Allotissement

Les prestations se feront en un lot unique

NO	EQUIPMENT	QUANTITY
1	Déshydrateurs industriels	3
2	Balance	1
3	Mélangeur poudre	1
4	Tamis vibrant	1
5	Ensacheuse	1
6	Extracteur de l'huile d'hanneton omega 3 de 5 à 8 kg	1
7	Extracteur pulpe de baobab	1
8	Balance 5 kg, éprouvettes béchers	1

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 20 000 000 (Vingt millions) francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de *trois (03) mois*. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux sociétés et entreprises ou groupement d'entreprises de droits camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des prestations similaires.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'APME Exercice 2026, imputation budgétaire 30 201 - 24 419.

8. Mode de soumission

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbré, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics. La liste figure dans la pièce 15 du DAO. La

montant s'élève à 100 000 FCFA. Il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de cette caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Aussi, conformément aux dispositions de la lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, les cautions devront être timbrées accompagnées du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements de l'APME située à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA ; Tél. 242 04 82 55 dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements de l'APME de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises située à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA ; Tél. 242 04 82 55, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de cinquante mille (50 000) francs CFA non remboursable, dans le compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier d'Appel d'Offres (DAO) par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier d'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

a) Mode de soumission en ligne

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **09-October 2026 à 12 heures**.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

N° 00006 /AONO/APME/CIPM/2026 DU 10 SEPT 2026
(EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'ACHAT DE PETIT EQUIPEMENT D'ASSURANCE QUALITE ET DE
CONDITIONNEMENT A DES ASSOCIATIONS DES FEMMES DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt

- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC).

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le ~~29~~⁰⁹ Octobre 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunions de l'APME.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée. L'ouverture doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Offre administrative

- Non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

Offre technique

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence d'un prospectus détaillé avec photos, accompagné d'une fiche présentant les caractéristiques techniques du matériel proposé ;
- Non-conformité des spécifications techniques ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Non satisfaction, au moins 75% des critères essentiels (6/8) ;
- Absence de la preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CST paraphé et signé à la dernière page avec la mention « Lu et Approuvé)
- L'absence de capacité financière d'un montant de quatre millions cinq cent mille (4 500 000) FCFA

Offre financière

- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires:

- Présentation de l'offre ;
- Références du soumissionnaire ;
- Service après-vente ;
- Délai de garantie ;
- Mise à disposition de pièces de rechanges ;
- Délai de livraison inférieur ou égal au délai du DAO ;
- Moyens logistiques ;

- Méthodologie.

Le système de notation des offres est binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées*. Un soumissionnaire peut être attributaire des lots s'il présente une offre technique conforme (sans fausse déclaration) et une offre financière moins disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements de l'APME de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises située à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA ; Tél. 242 04 82 55 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP (pour insertion au JDM) ; ✓
- Président CIPM (pour information) ;
- APME (pour archivage) ;
- Affichage (pour information).
- Chrono/Archivage

Yaoundé le

10 SEPT 2026

**Le Directeur Général de L'Agence de Promotion
des Petites et Moyennes Entreprises**



NOTICE OF INVITATION TO TENDER

26-00006

No.

YAONO/APME/CIPM/2026 OF

10 SEPT 2026

(UNDER EMERGENCY PROCEDURES) FOR THE PURCHASE OF SMALL-SCALE QUALITY ASSURANCE AND CONDITIONING EQUIPMENT FOR WOMEN'S ASSOCIATIONS IN THE AGRI-FOOD SECTOR

1. Purpose of the call for tenders

Within the framework of SMEPA's budget execution, the Director General of the Small and Medium-sized Enterprises Promotion Agency, the contracting authority, is hereby launching a National Open Call for the purchase of small-scale quality assurance and conditioning equipment for women's associations in the Agri-food Sector at the SME Promotion Agency.

2. Consistency of works

Services covered by this invitation to tender shall include the purchase of small-scale quality assurance and conditioning equipment at the Small and Medium-sized Enterprises Promotion Agency.

3. Allotment

The services are provided in a single lot as follows:

No.	EQUIPMENT	QUANTITY
1	Industrial dehydrators	3
2	Scaling machine	1
3	Powder mixer	1
4	Vibrating sieve	1
5	Bagging machine	1
6	Omega-3 beetle oil extractor (5-8 kg)	1
7	Baobab pulp extractor	1
8	5 kg balance, test tubes and beakers	1

4. Estimated cost

The estimated cost of the service at the end of the preliminary studies is 20,000,000 (twenty million) CFA francs.

5. Provisional deadline for completion

The maximum period stipulated by the project owner for the delivery of the supplies, which are the subject of this invitation to tender, is three (3) months. This period runs from the date of notification of the service order to start work.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open on equal terms to companies and firms or groups of companies incorporated under Cameroonian Law, with proven experience in the area of providing similar services.

7. Financing

The services covered by this Call for tenders shall be financed by SMEPA's 2026 Public Investment Budget, line : 30 201 - 24 419.

8. Submission method

Submissions are done exclusively online.

9. Tender bond

Each tenderer must enclose with his/her administrative documents, a tender bond, paid in hand, stamped and issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of which appears in Exhibit 15 of the Tender Documents. The amount of this tender bond shall be one hundred thousand 100,000 FCFA. The tender bond shall be valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the offers. Failure to provide this tender bond shall result in the outright rejection of the tender. A bid

bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. In accordance with the provisions of Circular Letter No. 00019/LC/MINMAP of 5 June 2024 relating to the procedures for setting up, depositing, keeping, returning and deconsigning bid bonds for public contracts, bonds must now be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consigning Fund (CDEC).

10. Consultation of the Tender File

The physical file may be consulted free of charge at the Service of Public Contracts, Assets and Supplies of SMEPA located in Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA; Tel. 242 04 82 55 as soon as this notice is published. It can also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> via the internet site of the Public Contract Board (ARMP) (www.armp.cm) or any other electronic means of communication indicated by the Contract Authority.

11. Acquisition of the tender file

This tender file can be obtained during working hours from the Public Contracts, Assets and Supply Service of the Small & Medium-sized Enterprises Promotion Agency, Boulevard du Sultan NJOYA ; Tel. 242 04 82 55 upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of fifty thousand (50,000) CFA francs, in the special CAS-ARMP account opened at BICEC Bank. The receipt shall specify the number of this Quotation Request. It is also possible to obtain the electronic version of the tender dossier (DAO) by downloading it free of charge from the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, online submission shall be subject to the payment of the cost of purchasing the tender documents.

12. Submission of tenders

Each quotation must be written in English or French.

a) On-line submission method

Each tender, written in English or French, must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than 12:00 noon ~~09~~ October 2026.

By the same deadline as above, a backup copy of the tenders recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', as well as the physical version of the tender deposit accompanied with the receipt issued by the CDEC. The tender shall be submitted against acknowledgement of receipt, with the following label:

26-00006
No. /AONO/APME/CIPM/2026 OF 10 SEPT 2026
(UNDER EMERGENCY PROCEDURES) FOR THE PURCHASE OF SMALL-SCALE QUALITY ASSURANCE AND
CONDITIONING EQUIPMENT FOR WOMEN'S ASSOCIATIONS IN THE AGRI-FOOD SECTOR
"To be opened only during the bid-opening session".

b) 9- Size and format of files

For online submission via the COLPES platform, the maximum size of the documents that shall be uploaded on the platform and being part of the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid ;
- 15 MB for the technical Bid ;
- 5 MB for the Financial Bid;

Bids must be submitted in the following formats:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

Candidates must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit back-up copies shall result in the inadmissibility of the tender of the candidate concerned.

13. Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall not be accepted by the Project Owner:

- Bids bearing hints on the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadlines (date & time);
- *Bids that do not comply with the submission method.*
- Bids without any indication of the identity of the tenderer;

Any tender which is incomplete in accordance with the provisions of the Tender File shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of

Finance to issue bonds in the field of Public Contracts or failure to comply with the model documents in the Tender File shall result in the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible. This bond must come along with a consigning receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).

14. Opening of quotations

The opening of *bids* shall be done in a single lot on ~~09~~⁰⁹ October 2026, at 1:00 PM, conducted by the Internal Tenders' Board, in SMEPA's Meeting Room.

Only tenderers shall attend this bid opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, with full knowledge of the file.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Conditions to Tender (RPAO). They must be less than three (3) months old or have been drawn up after the date of publication of the Tender File.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the tenders are opened, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected. The opening of bid must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File.

15. Evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

Administrative offer

- Failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (with the exception of the bid bond);
- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;

Technical offer

- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a detailed prospectus with photos, appended by a sheet setting out the technical features of the equipment offered;
- Non-compliance with technical specifications ;
- *Absence of a declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three*
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Failure to meet at least 75% of the essential criteria (6/8) ;
- Absence of proof of acceptance of the conditions of the contract (CCAP and CST initialled and signed on the last page with the words 'Read & Approved')
- Lack of financial capacity amounting to four million five hundred thousand (4,500,000) CFA francs.

Financial offer

- *Absence of a quantified unit price in the financial offer;*
- Absence of an element of the financial offer (tender, Unit Price Schedule, Breakdown of Estimated Quantities);

15.2. Essential criteria

Essential criteria for the eligibility of tenderers:

- Presentation of the offer;
- References of the tenderer;
- After-sales service;
- Bid bond validity deadline
- Provision of spare parts;
- Delivery time equal to or shorter than the deadline of the Tender File;
- Logistical means;
- Methodology.

The bid rating system is binary (yes or no).

16. Award of contract

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the technical and financial qualification criteria and whose bid is the lowest, including any proposed discounts, where *applicable*. A bidder may be awarded the lots if he/she submits a compliant technical bid (without any misrepresentation) and a lower financial bid.

17. Period of validity of tenders

Tenderers shall remain bound by their offer for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of offers.

18. Additional information

Additional information can be obtained at the Public Contracts, Assets and Supply Service of SMEPA, located in Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA; Tel. 242 04 82 55 or online via the COLEPS platform by the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and dangerous practices

To report any practices, facts or acts of tantamount to corruption, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) via SMS or call on: (+237) 673 20 57 & 699 37 07 48

Copies forwarded to:

- MINMAP ;
- ARMP (for insert in mid-day news) ✓
- President of ITB (for information)
- SMEPA (for in-house archive)
- Posting (for public information)
- Records/archives

Yaounde, the

10 SEPT 2026

The Director General of the Small and Medium-sized Enterprises Promotion Agency



Jean-Marc Louis Balya